



U.C.S.A.cgt

Préambule CCE extraordinaire sur Info 2015

■ Info 2015 Phase II

Le projet qui est présenté en CCE n'est que la poursuite et l'aggravation du projet de fusion des rédactions nationales combattu par l'ensemble des syndicats, des élus, des instances CCE, CE et CHSCT voire des SdJ.

Ce projet fait l'unanimité contre lui et vouloir faire passer en force la phase II, après la phase I,

montre que la direction ne respecte pas ceux qui fabriquent l'information. « *Il faut écouter* » disait la PDG dans un entretien au « Monde » le 20 avril dernier. Qu'a-t-elle entendu puisque qu'elle reprend tel quel, le projet Pflimlin-Thuillier ?

■ La pluralité de l'information en danger

Les personnels ne rejettent pas la fusion des rédactions par peur du changement. Ils constatent que la fusion des rédactions, telle qu'elle est mise en œuvre, conduit à la disparition de la pluralité de l'information et à un appauvrissement des con-

tenus : on voit les mêmes images, les mêmes interviews, les mêmes cadres pour les directs, les mêmes constructions éditoriales, avec une appétence pour les sujets consommation, air du temps, climatiques, fait divers ...

■ Liquidation de la rédaction nationale de France 3

En réalité il ne s'agit pas d'une fusion, mais de la disparition de la rédaction nationale de France 3.

- Ses éditions sont placées sous la tutelle de rédacteurs en chefs de France 2.

- Dans le cahier des charges, le 19/20 est confiné à un rôle subalterne, « *l'actualité vue avec, pour*

et par les français » face au 20h de la 2 présenté comme « *le journal de l'approfondissement, du décryptage et de l'expertise..* »

- Le Soir 3 est relégué aux alentours de minuit, en attendant sa suppression ?

■ Réduction de la dépense publique

Derrière la fusion des rédactions se cache en fait une pure logique comptable : réduire la dépense publique. La télévision publique coûte trop cher, comme l'hôpital, l'école, la justice. La fusion est un moyen de faire des économies en réduisant les emplois. Pour financer la Chaîne Info à coût constant ?

Sous couvert de complémentarité les fusions annoncées ne font que restreindre l'offre d'information du service public. C'est un mauvais coup porté à la démocratie, face à des médias privés entièrement détenus par des milliardaires.

■ Une information indépendante où sont garantis diversité et pluralisme

Comme ses prédécesseurs, l'actuelle direction pare son projet de beaux principes : indépendance, diversité, pluralisme... mais il y a les faits. Si on prend les relevés du CSA du mois de mars pour les JT de France 2 on voit : 40 mn pour Les Républicains, 15 mn pour le FN, 19 mn pour le PS, 30 secondes pour Les Verts, 43 secondes pour le PCF, 17 secondes pour le Parti de Gauche.

Dans l'entretien au « Monde » Mme Ernotte s'interrogeait : « *Peut-on comprendre qu'il y ait un service politique à France 3 et un autre à France 2 qui traitent à peu près les mêmes sujets ?* ». Est-ce cela la fusion ? L'affirmation d'un contrôle politique et partisan : un seul service politique, une seule voix, une seule tête ?

■ Méthodes autoritaires et dépossession de son travail

Les échos que l'on a du rapport « De Chalvron » confirment ce qu'on savait déjà du malaise des rédactions. Les rapports Vacquin et CEDAET l'avaient établi : les méthodes de management à France 2 et notamment au 20 h font peser une lourde pression sur les salariés. Ils se sentent maltraités, infantilisés, brimés dans l'expression de leur travail.

C'est aussi cela qui est rejeté : l'autoritarisme de l'encadrement, l'attitude arrogante et condescen-

dante de certains directeurs éditoriaux (DEO) issus de France 2, dans les conférences de rédaction de France 3, le confirme tous les jours.

C'est là le péché originel d'Info 2015. Une organisation caporalisée facilitant la prise de contrôle par une poignée de cadres. Une rédaction vivante, au contraire, c'est une rédaction qui s'exprime sans crainte, qui participe et critique et qui représente une garantie contre toute tentative de reprise en mains.

■ L'expérience du service économie-social « fusionné »

Depuis le 11 avril, les deux services éco-soc se retrouvent fusionnés sous l'autorité du chef de service de France 2. Si on en juge pas les échanges de mail, c'est loin d'être une réussite. Nuisances sonores, manque de convivialité et

d'intimité, manque de rangements... Perte de contacts du fait de l'éloignement avec les éditions. Sur le plan immobilier c'est aussi un fiasco puisqu'il a déjà fallu réaménager les bureaux et déplacer les cloisons.

■ Rédaction fusionnée et éclatée.

La phase II du projet Info 2015 aggrave encore plus l'éclatement des rédactions. Elle désintègre des communautés de travail, déshumanise les rapports normaux au sein d'une rédaction, com-

plexifie le travail des équipes. Ne pas en prendre conscience est porteur de lourdes conséquences en termes de risques psychosociaux et de destruction de relationnel.

■ Un service public rabougri

Ce qui nous est proposé, c'est un habillage d'un projet de régression de l'offre d'information. « *Rester un acteur majeur de l'information* », mais dans le même temps on ferme le bureau de France 2 à Dakar, on va fermer celui de Pékin, à Rome et ailleurs on embauche en contrat local et précaire.

La phase II d'info 2015 est la poursuite d'une fuite en avant, sans vision globale et sans moyens. Aucune information sur les services non fusionnés (service JRI, service enquêtes & reportage, service société). Seront-ils concernés, comment vont-ils travailler avec des éditions situées à l'autre bout du bâtiment ?

Paris, le 15 juin 2016